

Pays : République Italienne

Commission : Sommet sur la coopération entre l'Europe et l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO - UEMOA - CEN SAD)

Problématique : Comment relancer la coopération entre l'Union européenne et les organisations régionales ouest-africaines (CEDEAO, l'UEMOA et la CEN-SAD) pour répondre aux défis migratoires, sécuritaires, économiques et démocratiques en Afrique de l'Ouest ?

La République Italienne est située au centre de la Méditerranée, ce qui la situe entre le continent européen et les côtes nord-africaines. La République parlementaire italienne, établie le 2 juin 1946, est actuellement dirigée par la Présidente du Conseil Giorgia Meloni (en fonction depuis octobre 2022), sous la présidence du Chef de l'État Sergio Mattarella. C'est dans ce contexte que l'on a positionné l'Afrique en tant que priorité majeure de sa politique extérieure, notamment via le Plan Mattei pour l'Afrique qui a été présenté lors du Sommet Italie-Afrique qui s'est tenu à Rome en janvier 2024.

L'Afrique de l'Ouest subit une crise intense : expansion du jihadisme au Sahel, coups d'état au Mali (2021), au Burkina Faso (2022) et au Niger (2023), puis retraite de ces trois nations de la CEDEAO en janvier 2025 pour constituer l'Alliance des États du Sahel (AES). Cette fragmentation compromet les processus de résolution des crises et prive l'Union Européenne de trouver des partenaires régionaux fiables. Cela favorise l'expansion de l'influence russe et chinoise dans la zone. Ces turbulences ont des conséquences directes sur notre territoire: en 2023, près de 160 000 migrants ont atteint nos côtes via la Méditerranée centrale, provenant principalement de l'Afrique subsaharienne. Directement touché par ces flux, notre nation se trouve en première ligne et ressent les conflits intérieurs du continent voisin

Sur la scène internationale, l'Italie est membre fondateur de l'UE et de l'OTAN. Elle a siégé à sept reprises comme membre du Conseil de sécurité de l'ONU. En octobre 2025, notre pays a été réélu au Conseil des droits de l'homme de l'ONU pour le mandat 2026-2028, ce qui consolide notre rôle dans la protection des droits humains au niveau mondial. Ces mandats répétés témoignent de la confiance de la communauté internationale envers l'Italie. De plus, notre nation propose une réforme du Conseil de sécurité qui favoriserait une représentation plus adéquate des pays en développement, voire plus de représentation des États africains entre autres. Cette démarche s'aligne sur le cadre de l'UE, en particulier le mécanisme Global Gateway (qui prévoit une aide financière de 150 milliards d'euros pour l'Afrique).

Le Plan Mattei, doté d'une enveloppe de 5,5 milliards d'euros, constitue la réponse principale de l'Italie. Structuré autour de cinq domaines suivants : l'énergie, l'agriculture, l'eau, l'éducation et la santé, il vise à traiter les causes des migrations en créant des emplois locaux. Notre pays a également maintenu des canaux de dialogue avec le Niger malgré les tensions diplomatiques, conservant un accès rare parmi les États européens dans les pays de l'AES.

Pour le présent Sommet, on propose : premièrement, un dialogue structuré entre l'UE et la CEDEAO incluant un mécanisme d'engagement direct avec les pays de l'AES ; deuxièmement, le renforcement des capacités de l'UEMOA et de la CEN-SAD comme organisations complémentaires garantissant une continuité institutionnelle dans la région ; et troisièmement, la mise en place de corridors légaux de migration circulaire (comme c'est le

cas en Europe avec l'espace Schengen) permettant une gestion ordonnée des flux, au bénéfice des deux parties.

L'Italie réaffirme sa conviction que la stabilité de l'Afrique de l'Ouest est une condition pour la sécurité et la prospérité européenne. Notre pays se positionne comme un partenaire pragmatique et respectueux des souverainetés africaines, dont l'engagement est inscrit dans une vision à long terme. Sur le plan politique, l'Italie est résolument europhile dans sa dimension extérieure : elle croit en la valeur de l'action collective de l'UE, tout en revendiquant un rôle moteur dans la définition d'une politique africaine commune plus ambitieuse et équitable.